

Industrie automobile... l'heure de la mobilisation a sonné

Usine d'Aulnay les salariés durcissent le ton



Depuis jeudi dernier, sur fond de 7^{ème} journée de négociation sur les conditions d'application du PSE, plus de 600 camarades d'Aulnay ont choisi de durcir le ton. Anticipant l'arrêt de leur usine, ils ont interrompu la production des C3 !

Imaginons la situation d'un salarié de l'usine d'Aulnay, qui a acquis son logement, dont le conjoint travaille, et auquel la direction propose, sans aucun état d'âme, un travail à Poissy.

Accepterions-nous de traverser chaque matin toute l'île de France, d'Est en Ouest, de voir ainsi notre espace de liberté amputé chaque jour de 3 heures ?

Et puis, Poissy n'accueillera pas tout le monde ! Les uns crèveront sous la charge de travail, d'autres pointeront au pôle emploi... Ignoble !

C'est Varin qui a déclaré la guerre à tous les travailleurs de PSA. Le combat de nos camarades d'Aulnay vient en réponse au mépris affiché par la direction, une direction qui se dit indignée par quelques débordements, pourtant sans commune mesure avec la violence de ses propres méthodes.

Qui sème le vent récolte la tempête !

Le combat des camarades d'Aulnay, c'est notre combat à tous. Leur détermination et leur colère sont légitimes et nous devons les soutenir !

Salariés de Sochaux, refusez d'aller jouer LES JAUNES à Aulnay !

La lutte n'est pas vaine !

PSE : Une prime supplémentaire de 3 mois de salaire a été concédée pour les départs volontaires.

Usines Renault, le goût amer du déjà vu !

L'encre du nouvel accord national destiné à sécuriser l'emploi n'a même pas eu le temps de sécher, que voilà déjà un nouveau coup bas... **chez Renault.**

La direction de Renault a annoncé la suppression de 7500 postes en France d'ici 2016. 8260 emplois supprimés, en contre-parti de 760 hypothétiques embauches, dans un futur pour le moins incertain.

5700 départs naturels ne seront pas remplacés, 1800 départs seront anticipés (75% du salaire garanti).

Arnaud Montebourg, en loyal serviteur de l'état, qui détient 15% de l'entreprise, se félicite, et déclare : « Aucune des deux lignes rouges licenciements et fermeture d'usine n'a été franchie »... **tout va bien !**



**Moins de salariés, pour plus de productivité,
des charges de travail accrues,
plus de souffrance pour les travailleurs !**

Combien de suicides Carlos Ghosn exigera-t-il en 2013 pour, enfin, déclarer Renault rentable ?

Et puis chez Renault, un accord hypocritement nommé « maintien dans l'emploi » se profile, un accord qui prévoit : L'allongement du temps de travail, et des mobilités à marche forcée entre sites.

La direction de Renault se sent pousser des ailes ! Son accord s'inspire fortement des préconisations du tout nouvel accord national, accord qui nous laisse augurer une quasi-impunité patronale.

Les ouvriers de chez Renault, comme ceux d'Aulnay sont bien décidés à vendre chèrement leur peau. La semaine dernière des débrayages ont été organisés à Sandouville et Cléon (Seine Maritime).

Quel avenir pour les retraites complémentaires ?

ARRCO - AGIRC Mardi 15 janvier 3^{ème} réunion de négociation

D'entrée de jeu, le Medef a remis sur la table un document intitulé « Projet d'Accord », bien que se défendant que ce soit un projet !? Ce projet s'inscrit à nouveau dans une veine extrêmement régressive, à vous de juger :

- Évolution des pensions pour 2013 au niveau de l'inflation, moins 1,5 point, puis de 2014 à 2017 au niveau de l'inflation moins 1 point.
- La baisse du taux de réversion de 60 à 56 % dès le 1er janvier 2014 et l'âge minimum qui passerait de 55 à 60 ans à l'ARRCO.

Le texte propose aussi une **réduction de 30 % des droits des chômeurs**.

Le Medef propose enfin dans ce même projet des dispositions pour le moyen et le long terme, alors même que ces points devaient initialement faire l'objet de débats ultérieurs, dans le prolongement de la concertation annoncée par le gouvernement sur les retraites.

Inutile de développer sur la nature des mesures avancées, puisqu'elles portent principalement sur le recul de l'âge d'accès à une retraite sans abattement, **de 62 à 64 ans**, pour ... 2027 ???

Le Medef veut imposer de nouvelles mesures régressives, la CGT démontre qu'on peut faire autrement.

L'autre voie possible !

La CGT a naturellement exprimé son hostilité au projet patronal.

La CGT a démontré qu'il était possible de faire autrement au travers de son projet d'accord qu'elle a commenté et explicité.

Un projet qui permettrait d'équilibrer le financement des régimes sur la base d'une augmentation des cotisations (1,36 point à l'ARRCO et 2,60 points à l'AGIRC) supportée à 90 % par les employeurs et à 10 % par les salariés.

D'autre part, la proposition CGT introduit une notion de modulation des cotisations : Les entreprises à fort taux de main d'œuvre ne seraient pas concernées par l'augmentation (ce qui concerne l'essentiel des artisans, TPE...).

En termes de ressources, le projet CGT porte également l'élargissement de l'assiette de cotisations à l'intéressement et à la participation. Le problème de fond demeure la question des ressources, le Medef refuse d'augmenter les cotisations, concédant juste que cette question pourrait être abordée fin 2014.

Une fois de plus, il apparaît qu'il n'y a rien à attendre de bon de telles négociations, le monde du travail devra intervenir !

Prochaine réunion prévue le 6 février

C'est pourquoi la CGT informe à présent les salariés et les retraités de ce qui est en discussion, afin de faire valoir une approche qui leur soit plus favorable.

ARRCO - Association des Régimes de Retraites Complémentaires. Elle assure la coordination et la compensation financière entre tous les régimes des caisses de retraite complémentaire des salariés. C'est un régime unique depuis le 1er janvier 1999, avec une même valeur de point pour tous les affiliés.

AGIRC - Association Générale des Institutions de Retraite des Cadres. L'AGIRC regroupe les caisses de retraite des cadres de l'industrie et du commerce.

Jours chômés en APLD Pas d'pitié pour ceux qui bossent

Malgré toutes les interventions de la CGT, au CE, et dans les réunions DP, la direction continue d'afficher le plus grand mépris pour le personnel qui travaille les jours chômés !

Des salariés contraints de venir travailler comme ils le peuvent faute de bus, d'amener leur repas faute de restauration et de travailler avec des mouffes dans certains secteurs très mal chauffés. Et si ça leur plaît pas, la direction les encourage à poser leurs jours de congés, quel beau cynisme !

La crise n'excuse pas tout !!!